

La situation des droits de la femme en Afrique reste complexe. Plusieurs gouvernements ont signé les conventions internationales en faveur du respect des droits de la femme mais le manque de volonté politique et certaines mœurs freinent l'épanouissement de ces dernières. En effet, la représentation égale dans les processus décisionnels n'est pas à la fois assurée et accomplie.

Cependant des avancées ont été faites. Au Rwanda, les femmes occupent 56% des sièges au parlement. Ce cas montre que la participation politique des femmes peut être effective sur le continent. De plus, certaines femmes africaines militent pour le respect de leurs droits, des droits de leur famille, de leur communauté et de la société en générale.

Ces femmes sont des « héroïnes du quotidien ». Elles ont montré leurs compétences dans plusieurs domaines tels que le droit, l'enseignement universitaire, le journalisme, la musique, le management. Peu importe leurs activités, elles arrivent toujours à s'occuper de leur foyer et à apporter leur pierre à l'édifice des causes nobles.

La jeune génération, les filles en particulier ont besoin de s'inspirer de modèles car du Sénégal au Burundi en passant par le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Niger et la République Démocratique du Congo le combat pour la promotion des droits de la femme est le même.

Le développement du continent se trouve entre les mains des femmes dans la mesure où elles représentent plus 70% de l'économie informelle. La jeune fille d'aujourd'hui doit devenir la femme de demain avec des aspirations nobles pour l'Afrique. C'est le message essentiel des « héroïnes du quotidien » dont les portraits ont été dressés par la Fondation TrustAfrica dans le cadre de son projet OMD3.

Nous publierons chaque semaine le ou les portraits des femmes par pays. Cette semaine nous vous présentons deux femmes leaders du **Sénégal** : Pr. [Amsatou Sow Sidibe](#) et Mme [Penda Mbow](#).

Mali: TrustAfrica présente Fantani Touré et Me Soyata Maïga : Deux icônes de la lutte pour la promotion de la Femme au Mali

La cause de la femme est noble et demande que toutes les couches de la société participent au combat pour la promotion de celle-ci. Les femmes avocates, journalistes, enseignantes, députés, juristes, chefs d'entreprise, sénatrices se battent au quotidien pour la promotion des droits de leurs semblables en Afrique. Au Mali, la voix de [Fantani Touré](#) résonne comme un cri. Celui d'une femme qui a remporté une victoire contre les préjugés, contre le silence, contre le découragement.

Voir le portrait de [Fantani Touré](#).

Toujours au Mali, une avocate s'emploie activement à dénoncer les violences faites aux femmes et à oeuvrer pour accroître leur participation politique. Son nom : Me [Soyata Maiga](#) .

Elle est depuis Novembre 2007 rapporteur spéciale sur les Droits de la femme en Afrique de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), principal organe de promotion et de protection des droits Humains sur le continent. Le poste qu'elle occupe est hautement stratégique pour les femmes africaines. Voir le portrait de Me [Soyata Maiga](#) .

Burkina Faso : Portraits de Joséphine Ouedraogo, Secrétaire Exécutive d'Enda Tiers Monde et Saran Sere/Sereme, femme d'affaires et militante des droits de la femme

[Joséphine Ouedraogo](#) , Secrétaire Exécutive d'Enda Tiers Monde

Les femmes sont nombreuses à travailler dans le domaine social mais il est plus difficile pour elles d'évoluer dans les secteurs scientifiques et techniques : ingénierie, génie civil, aviation, aéronautique, agronomie entre autres.

En parlant des institutions internationales de développement, il faut noter qu'il est encore plus difficile pour les femmes d'accéder à des postes de responsabilités ou de s'imposer tout simplement. Une femme a réussi à briser « le plafond de glace » en devenant la première femme à occuper le poste de secrétaire exécutive d'Enda Tiers Monde (Enda) depuis près de 30 ans, son nom : Joséphine Ouedraogo.

Découvrir le portrait de [Joséphine Ouedraogo](#) .

[Saran Sere-Sereme](#) , femme d'affaires et militante des droits de la femme

La participation politique des femmes est un vaste chantier au Burkina Faso. L'accession aux instances de décision des femmes relève encore de l'utopie. Les femmes représentent moins de 4% des députés de l'Assemblée nationale burkinabé.

Les femmes travaillent deux fois plus pour légitimer leur position. Depuis plus de quinze ans, une militante des droits de la femme lutte pour la promotion et le renforcement des capacités de

celles-ci. Son nom : Saran Sere-Sereme. Elle a financé la construction d'une école de formation pour les filles dans sa région du Sourou.

Découvrir le portrait de [Saran Sere-Sereme](#) .

Cameroun : Portraits de Henriette Ekwe, Femme Politique et Justine Dikko militante des droits des femmes.

[Henriette Ekwe](#) , Femme Politique

Les années 80 au Cameroun ont été marquées par l'accession de M. Paul Biya à la magistrature suprême suite à la démission de feu président Amadou Ahidjo. Cette décennie marque aussi une période difficile pour les opposants au système de parti unique au Cameroun.

Ces derniers sont réprimés, torturés et emprisonnés à cause de leurs idées, leur vision pour le

pays. Henriette Ekwe fait partie de ces opposants qui, par leur combat ont favorisé l'avènement du multipartisme au Cameroun. Elle a eu une formation en histoire et en anglais mais son engagement politique à l'âge de 24 ans l'a fait dévier de son parcours initial qui lui prédisait une carrière de traductrice ou d'enseignante. Découvrir le portrait de [Henriette Ekwe](#) .

[Justine Diffo](#) , militante des droits des femmes

Mai 2010, le Cameroun fête le cinquantenaire de son indépendance à la même période que de nombreux pays africains. Si le pays est pris en exemple lorsqu'on parle de stabilité et de paix, beaucoup reste à faire. La situation des femmes n'a pas évolué, elles sont toujours marginalisées et le gouvernement n'a jamais fait de la promotion de la participation politique des femmes une priorité. Le problème est exacerbé par le fait que celles qui sont présentes à l'Assemblée nationale ne font pas de plaidoyer pour l'accession des femmes aux instances de décisions. Dans le domaine de l'enseignement universitaire au Cameroun les femmes sont lésées. Sur les sept universités publiques que compte le pays, aucune femme n'occupe le poste de recteur.

C'est dans ce contexte qu'une éducatrice et militante des droits des femmes, [Justine Diffo](#) a fondé en 2003 l'Institut de Formation et de Coopération pour le Développement qui œuvre pour le renforcement des capacités d'action des femmes pour une meilleure efficacité des programmes de développement et pour l'égalité des genres.